

50016



**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**



Distr. LIMITEE

E/ECA/PSD.3/11

14 décembre 1983

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Troisième session de la Conférence

Commune des Planificateurs, Statisticiens  
et Démographes africains

Addis-Abeba, 5-14 mars 1984

FORMATION DE SPECIALISTES AFRICAINS EN MATIERE  
DE PLANIFICATION, DE STATISTIQUE ET DE  
DEMOGRAPHIE

# FORMATION DE SPECIALISTES AFRICAINS EN MATIERE DE PLANIFICATION, DE STATISTIQUE ET DE DEMOGRAPHIE

## I. Introduction

1. Conscient de la nécessité de réaliser un certain droit d'autonomie dans le domaine de l'économie et dans d'autres domaines, le Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement africains a souligné l'importance d'une main-d'oeuvre qualifiée, pour assurer la mise en oeuvre d'activités dans les divers secteurs de production, et des services logistiques. En fait, le plus grand atout dont dispose l'Afrique, ce sont ses ressources humaines. Aussi, devrait-on faire de la mobilisation totale et de l'utilisation effective de la main-d'oeuvre au service du développement national et du progrès social, un instrument majeur du développement. Etant donné l'immensité de la tâche à accomplir en matière de formation, le manque de moyens de formation constaté dans certains domaines et l'insuffisance des ressources financières, le Sommet a recommandé que s'instaure entre les Etats membres une coopération significative qui faciliterait la création et l'utilisation des institutions spécialisées de formation et de recherche, aux niveaux régional, sous-régional et multinational, destinées à assurer la formation des ressortissants dans certaines spécialités, en ayant recours, chaque fois que possible, aux institutions nationales existantes.

2. On a donc estimé qu'il fallait absolument mettre en place des institutions de formation capables d'aider les pays africains, pris collectivement, à développer leurs moyens et l'infrastructure essentiels dans le domaine de la planification, de la statistique et de la démographie. Le présent rapport a été préparé sur les recommandations de la deuxième session de la Conférence mixte des planificateurs, statisticiens et démographes africains afin de mettre en relief les principales questions concernant la formation de spécialistes dans ces domaines, d'appréhender les problèmes qui empêchent les institutions régionales oeuvrant dans ces domaines de mettre en oeuvre, comme il convient, leurs objectifs et d'esquisser leurs perspectives d'avenir.

## II. Formation de spécialistes en matière de planification

### 2.1 Objectifs

3. Il existe, en Afrique, plusieurs centres de formation de spécialistes de la planification, mais le plus important est l'Institut pour le développement économique et la planification (IDEP) dont le siège est à Dakar (Sénégal). L'IDEP a été créé il y a près de vingt ans par les Nations Unies sous les auspices de la Commission économique pour l'Afrique (CEA). Ses objectifs sont:

- transmettre les diverses théories et techniques de substitution en les assortissant de l'évaluation et des réserves appropriées, en les développant et en les modifiant de façon à les adapter à la planification du développement africain ;
- former des planificateurs africains en matière d'analyse et de recherche sur les problèmes liés au développement africain et
- fournir des services consultatifs aux gouvernements africains dans le domaine du développement économique et de la planification.

4. L'Institut doit recruter ses stagiaires parmi les fonctionnaires des ministères, départements et commissions du Plan national. Les planificateurs africains reçoivent une formation qui doit leur permettre d'influer sur les décisions relatives à la dépendance, l'indépendance ou l'interdépendance de l'Afrique, ou au monoculturalisme, à la diversification ou à la spécialisation de l'Afrique dans son propre intérêt économique.

5. Les récentes modifications apportées aux objectifs et aux principes de base régissant les activités de l'Institut visent entre autres à conférer à l'IDEP un rôle plus fondamental et plus efficace dans la conception, le contrôle suivi et la mise en oeuvre des stratégies et objectifs africains de développement régional, sous-régional et national, qu'ils soient sectoriels ou d'ensemble, énoncés dans le Plan d'action de Lagos.

## 2.2 Moyens de formation

6. Pour réaliser les objectifs énoncés ci-dessus, l'IDEP organise un cycle de formation de deux ans aboutissant à une maîtrise en matière de planification du développement. Le cycle comporte trois parties autonomes entre lesquelles il existe pourtant un lien, à savoir :

### i) Le programme de base de neuf mois sur la planification et le développement économique

7. Le but principal de ce programme est de donner aux participants une formation en matière de planification et de conception des politiques en général, aux niveaux macro-sectoriel et des projets. Figurent au programme un cours d'économie de base et des cours d'initiation des stagiaires à la situation économique générale en Afrique. Les candidats qui suivent avec succès le programme recevront de l'IDEP le diplôme de développement et de planification. Les autres se voient décerner des certificats de présence.

### ii) Les programmes de spécialisation d'une durée de trois mois

8. Les programmes visent à fournir une formation spécialisée, plus poussée dans certains domaines, secteurs ou disciplines qui revêtent une importance particulière pour l'Afrique. L'accent est mis davantage sur les instruments et techniques opérationnels qui permettent d'effectuer des études concrètes et des investigations empiriques.

### iii) Le programme semestriel de recherche

9. Dans le cadre de ce programme, les candidats à la licence sont formés aux méthodes de recherche grâce à la préparation d'une étude de cas effective sous la surveillance du personnel enseignant de l'Institut. A cet égard, le programme met particulièrement l'accent sur la recherche liée à la planification et à l'élaboration des politiques appliquées à l'Afrique et l'encourage.

### 2.3 Impératifs et problèmes rencontrés

#### i) Effectifs

10. Pour que l'IDEP fonctionne efficacement, il faut que les effectifs d'enseignement et de recherche, à tous les niveaux, atteignent l'équivalent de 10 hommes/années en général, c'est-à-dire environ le double de ce qu'ils sont actuellement. Pour le moment, les travaux de l'Institut sont sérieusement entravés, voire rendus impossibles, par le nombre insuffisant d'enseignant et d'adjoints de recherche, de documentalistes, d'employés de bibliothèque, d'informaticiens, etc.

#### ii) Financement

11. L'une des principales contraintes qui pèsent sur la mise en oeuvre des objectifs de l'IDEP a été l'insuffisance des ressources financières. Il en est ainsi non seulement en ce qui concerne la qualité des flux de ressources financières, mais aussi de sa stabilité dans le temps. Les ressources financières connaissent d'une année à l'autre des fluctuations de grande amplitude, et à l'intérieur de chaque année il n'existe aucune garantie en ce qui concerne la date à laquelle les fonds sont effectivement reçus. La crise la plus récente dans laquelle se trouve l'IDEP est due à la réduction draconienne de la contribution du PNUD, qui s'est élevée à 1,3 million de dollars et 1 million de dollars en 1982 et 1983, respectivement, et ne sera que de 750 000 dollars en 1984. En revanche, les contributions des Etats ne compensent pas cette diminution. En pareilles circonstances, pour l'Institut, prévoir de façon continue et permanente ses activités devient une tâche aléatoire, ce qui cause un grand préjudice à la quantité de même qu'à la qualité de ses services.

#### iii) Infrastructures matérielles

12. L'Institut est actuellement situé dans un vieux bâtiment qui ne se prête pas à des conditions de travail confortables. Si les installations d'infrastructure étaient agrandies comme prévu, l'IDEP pourrait recevoir plus d'une centaine d'étudiants. De plus, l'Institut ne dispose ni d'une imprimerie ni d'ordinateurs.

iv) Reconnaissance des diplômes académiques de l'Institut

13. Le problème de la classification des diplômes de l'IDEP dans les services de la fonction publique africaine et celui de leur reconnaissance par les universités africaines et d'autres institutions de recherche nationales ou internationales sont encore loin d'être résolus. Il faut donc conclure des arrangements institutionnels pour définir et mettre au point les modalités et la base du renforcement des relations entre l'Institut d'une part et les universités et les centres d'autre part, le but étant de permettre à l'IDEP de jouer un rôle efficace dans les activités que ces derniers déploient en matière de formation et de recherche dans le domaine du développement et de la planification socio-économiques.

v) Manque de bourses

14. L'autre contrainte importante à laquelle se heurte l'IDEP est le financement des indemnités de déplacement et de séjour des étudiants. Les fonds consacrés aux bourses, qui devaient être versés par les gouvernements africains dans le cadre de programmes de soutien aux stagiaires, n'arrivent que lentement étant donné qu'ils sont dégagés sur une base annuelle et habituellement au dernier moment. En outre, les gouvernements hésitent à utiliser leurs chiffres indicatifs de planification (PIP) respectifs pour accorder des bourses à leurs ressortissants.

2.4 Perspectives

15. Les programmes de l'Institut sont fondés sur son plan quinquennal 1982-1986 qui a été approuvé par la Conférence des planificateurs, statisticiens et démographes africains et la Conférence des ministres de la CEA en 1982. Le plan, qui se base sur les aspirations des dirigeants africains, telles qu'elles ont été énoncées dans le Plan d'action de Lagos et la Stratégie de Monrovia, vise à élargir les programmes de l'IDEP à la fois horizontalement et verticalement afin de maximiser sa contribution aux objectifs susmentionnés dans ses domaines de compétence. On y parviendra grâce à une meilleure adaptation des activités multiples de l'Institut, notamment en ce qui concerne la formation, la recherche et les services consultatifs, aux besoins et objectifs du continent africain, au niveau national comme au niveau multinational, tels qu'ils se rattachent à la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos.

16. En ce qui concerne la formation, outre le cours de planification de base et les besoins, une plus grande attention est accordée aux nouvelles priorités sectorielles (à savoir l'industrialisation en Afrique, l'énergie et le développement en Afrique, l'agriculture et l'alimentation, les ressources humaines et la main-d'oeuvre) ainsi qu'aux objectifs énoncés dans le Plan d'action de Lagos et à l'évaluation des autres moyens permettant de les réaliser. Pareillement, dans le domaine de la recherche, le programme de l'Institut vise à lui permettre de contribuer davantage aux domaines qui présentent de l'intérêt pour l'accélération de la mise en oeuvre du Plan de Lagos. En ce qui concerne les services consultatifs, l'Institut aidera les pays africains et les institutions africaines dans les efforts qu'ils déploient pour définir leurs rôles respectifs et dans la mise en oeuvre du Plan aux niveaux sectoriel et de l'ensemble de l'économie, aux niveaux national et multinational.

17. Toutefois, la mise en oeuvre de ce Plan quinquennal doit être entreprise en collaboration avec d'autres institutions africaines intéressées, notamment la CEA et la BAD, et avec les instituts de recherche africains. Cela évitera non seulement le double emploi dans l'effort mais permettra aussi à l'IDEP de bénéficier des importantes économies externes réalisées par le jeu de la collaboration.

### III. Formation de spécialistes en matière de statistiques

#### 3.1 Objectifs

18. On se rappellera que le programme de formation statistique pour l'Afrique (PFSA) s'inscrit dans le cadre des efforts sans cesse déployés par le continent africain pour assurer la formation d'un nombre suffisant de statisticiens qualifiés pour la collecte, le traitement et l'analyse des statistiques nécessaires au développement économique et social. Le (PFSA) a été adopté en 1977 par la dixième session de la Conférence des statisticiens africains et a été officiellement créé en 1978 par la résolution 9, ECO(XVIII) du Comité exécutif de la CEA. Le PFSA a été formulé comme un programme décennal qui vise à assurer l'autonomie de l'Afrique :

- i) en formant un plus grand nombre de spécialistes de la statistique;
- ii) en améliorant et en maintenant les connaissances du personnel statistique en place.

19. Ces objectifs doivent être atteints en fournissant un soutien opérationnel aux centres dans le but :

- i) d'améliorer leur efficacité;
- ii) de développer leurs programmes d'enseignement de façon à les rendre plus pratiques; et
- iii) de s'assurer que ces centres deviennent autonomes.

20. Le PFSA représente un effort coordonné entre les gouvernements africains et les institutions pertinentes d'une part, et les organismes et institutions bilatéraux et multilatéraux de même que les organisations intergouvernementales, d'autre part. Ces activités opérationnelles comprennent :

- i) la fourniture d'un nombre suffisant de bourses d'étudiants en vue de leur formation dans les centres participants;
- ii) le soutien de toutes les institutions de formation statistique, à caractère régional ou sous-régional, en leur fournissant des bourses de formation de formateurs et des consultants recrutés pour une courte durée, de l'équipement, une assistance en ce qui concerne l'extension des locaux et l'élaboration en commun des programmes d'enseignement, notamment par le renforcement de la coopération entre les divers centres de formation;

- iii) la fourniture d'une assistance aux pays qui souhaitent mettre sur pied des programmes de formation de niveau moyen;
- iv) la fourniture d'une assistance spéciale aux pays africains d'expression officielle portugaise dans le domaine de la formation statistique;
- v) la diffusion appropriée des renseignements sur les activités de formation statistique, y compris les enquêtes annuelles sur les activités des centres participant au PFSA portant, entre autres, sur le nombre d'étudiants, la révision des programmes, les problèmes financiers et autres problèmes connexes.

21. Il existe à la CEA un mécanisme régional auquel incombe la responsabilité générale de la coordination du PFSA. La CEA convoque tous les deux ans des réunions des directeurs des centres participant au PFSA, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de la région, pour examiner l'organisation des programmes, l'élaboration des programmes d'enseignement, le besoin de cours spécialisés, les problèmes financiers, etc.

### 3.2 Les centres de formation existants : sont-ils adaptés aux besoins ?

22. Le PFSA comprend actuellement 15 centres membres et cinq centres associés. Les 15 centres membres sont les suivants :

#### Centres anglophones

- Department of Statistics, University of Botswana, Gaborone, Botswana
- Department of Statistics, University of Ibadan, Nigeria
- Department of Statistics and Institute of Statistical, Social and Economic Research (ISSER), University of Ghana, Legon, Ghana
- Department of Statistics, National University of Lesotho, Roma, Lesotho
- Eastern Africa Statistical Training Centre (EASTC), University of Dar-es-Salaam, United Republic of Tanzania
- Institute of Statistics and Applied Economics (ISAE), Makerere University Kampala, Uganda
- Regional Institute for Population Studies (RIPS)), Legon, Ghana

#### Centres francophones

- Centre européen de formation des statisticiens économistes des pays en développement (CESD), Paris, (France)
- Collège statistique, Ecole nationale d'économie appliquée, Dakar (Sénégal)
- Ecole nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA) Abidjan, (Côte d'Ivoire)

- Institut africain et mauricien de statistique et d'économie appliquée (IAMSEA), Kigali, (Rwanda)
- Institut national de statistique et d'économie appliquée (INSEA) Rabat, (Maroc)
- Institut de statistique, de planification et d'économie appliquée (ISPEA), Yaoundé, (Cameroun)
- Institut des techniques de planification et d'économie appliquée (ITPEA), Alger, (Algérie)
- Institut de formation et de recherche démographiques (IFORD), Yaoundé, (Cameroun).

23. Le RIPS (Regional Institute for Population Studies) et l'IFORD (Institut de formation et de recherche démographiques) sont essentiellement des centres de formation démographique mais ils ont été admis membres du PFSA en 1982 sur recommandation de la deuxième session de la Conférence commune des planificateurs statisticiens et démographes africains.

24. Les cinq centres associés du PFSA sont les suivants :

- Centre for Advanced Training in Applied Statistics for Developing Countries, Munich (République fédérale d'Allemagne)
- Institute of Social Studies (ISS), La Haye (Pays-Bas)
- Institute of Development Studies (IDS), University of Sussex, Royaume-Uni
- Applied Statistics Research Unit, University of Kent, Royaume Uni
- International Statistical Programmes Center (ISPC), Bureau of the Census, Washington, (Etats-Unis d'Amérique).

25. Les centres associés organisent à l'intention des statisticiens professionnels des cours de formation de courte durée et des journées d'études. Il existe aussi à l'intérieur de la région des centres de formation statistique, mais ils desservent exclusivement les institutions nationales. On en compte dix au Nigéria.

26. Selon les renseignements communiqués à la CEA, au cours des dix prochaines années au moins les centres du PFSA devront doubler de moitié environ le nombre de statisticiens formés par leurs soins. Pour atteindre cet objectif, il sera nécessaire d'accroître d'environ 60 p. 100 le nombre des personnes qui suivent actuellement un stage de formation. L'étude conjointe actuelle CEE/ACP/CEA des besoins de formation statistique pour l'Afrique dégagera peut-être des renseignements plus à jour.

27. La formation de personnel statistique de niveau moyen devrait normalement être assurée au niveau national et, à mesure que s'accroît le nombre de spécialistes de la statistique, cette formation devrait former partie intégrante du programme des services statistiques nationaux.



### 3.3 Problèmes techniques financiers et autres problèmes administratifs

28. Le point 16 de l'ordre du jour de la troisième session de la Conférence mixte traite tout particulièrement de certaines questions et de certains problèmes ayant trait au développement du PFSA. Toutefois, il serait utile d'indiquer ici certains des problèmes rencontrés dans la mise en oeuvre du programme. L'un d'entre eux se rapporte au manque de bourses de formation dans les centres du PFSA. On s'est rendu compte qu'un certain nombre de candidats n'avaient pu suivre les stages organisés par les centres faute d'avoir obtenu à temps les bourses nécessaires. Cela est souvent dû au fait que les autorités nationales, tout en proclamant que les statistiques font partie des domaines prioritaires, n'affectent pas de ressources suffisantes au développement et à la formation statistique, soit en prélevant sur les budgets nationaux soit sur les ressources extérieures mises à leur disposition. Une autre raison est que les formalités de demande de bourses sont parfois longues et mal connues des services statistiques nationaux et des candidats eux-mêmes.

29. Un autre problème concerne l'absence de planification de la main-d'oeuvre au niveau national. Il se peut donc que les estimations dont on dispose sur les besoins en matière de formation statistique soient nettement inférieures ou supérieures aux besoins réels. Les services statistiques nationaux devraient entreprendre périodiquement des enquêtes appropriées sur les besoins en matière de formation statistique. Ces enquêtes couvriraient tous les secteurs : le secteur public, le secteur semi-public et le secteur privé.

30. Plusieurs centres participant au PFSA ne sont pas dotés d'un personnel suffisant. Afin d'accueillir le nombre croissant de stagiaires, on estime que les centres du PFSA devront accroître de plus de 60 p. 100 leur personnel enseignant. Ce chiffre traduit la prise de conscience de la nécessité d'améliorer la qualité de l'enseignement et de développer les activités de recherche, et peut-être aussi de dispenser des cours à l'intention d'autres départements des universités. Cette augmentation devrait être absorbée en fournissant un nombre suffisant de bourses de formation de formateurs et en assurant le recrutement de conférenciers et de conférenciers invités pour remplacer momentanément les boursiers qui suivent un stage de formation.

31. Lors de la création du PFSA, la priorité absolue a été donnée à la formation professionnelle. S'il existe toujours un besoin urgent d'accroître le personnel professionnel dont disposent les services statistiques nationaux, on a constaté que, pour ce qui est du personnel de niveau moyen, la situation s'était aggravée dans de nombreux pays. Cela est dû au fait que les pays de la région n'avaient pas fait les efforts requis pour établir ou créer les moyens de formation du personnel de niveau moyen, y compris la formation en cours d'emploi au niveau national.

### 3.4 Orientation future

32. Le rapport de l'étude commune CEE/ACP/CEA des besoins en matière de formation statistique pour l'Afrique sera soumis à l'examen de la Conférence mixte. Il est prévu que les conclusions de l'étude guideront les travaux futurs dans le cadre du PFSA.

33. En particulier, les gouvernements africains sont instamment priés de concrétiser la priorité qu'ils accordent aux statistiques en attribuant des ressources suffisantes, provenant à la fois de sources nationales et de sources extérieures, pour le financement des programmes nationaux de développement de la statistique, y compris la formation.

34. Les divers organismes donateurs bilatéraux et multilatéraux, qui s'intéressent à la formation statistique, devraient améliorer et simplifier les modalités qu'ils ont arrêtées pour l'octroi des bourses, le détachement de conférenciers et de conférenciers invités, la fourniture d'équipement pour les centres, l'aide nécessaire à l'agrandissement des installations physiques, le cas échéant, etc. Il conviendrait d'accorder l'attention voulue à la création et/ou à l'extension au niveau national, des centres de formation de personnel de niveau moyen.

35. Pour finir, il conviendrait, pour le moment, de mettre davantage l'accent sur les projets nationaux que les pays africains d'expression portugaise devront mettre à exécution, notamment en rapport avec la formation statistique en cours d'emploi.

36. La Conférence mixte est invitée :

- a) à examiner le moyen le plus efficace de mobiliser des ressources nationales et extérieures pour l'expansion et l'amélioration de la formation statistique;
- b) à prodiguer des conseils sur la façon de mieux adapter les cours dispensés dans les centres du PFSA aux besoins des pays.

## IV. Formation de spécialistes en matière de démographie

### 4.1 Objectifs

37. Il existe dans la région deux instituts de formation démographique, à savoir l'Institut de formation et de recherche démographies (IFORD) dont le siège est à Yaoundé (Cameroun), et le Regional Institute for Populations Studies (RIPS) situé à Accra (Ghana). Le premier dessert les pays africains d'expression anglaise. Les deux instituts ont été créés en 1972 pour remédier à la pénurie aiguë de personnel ayant reçu une formation suffisante pour entreprendre des travaux démographiques et des travaux liés à la population dans la région africaine. Les objectifs de base des cours offerts par ces instituts sont les suivants :

- i) Donner aux étudiants une solide formation théorique en démographie qui leur permettra d'analyser et d'interpréter les données démographiques;
- ii) Leur faire acquérir une expérience pratique en matière de collecte des données;
- iii) Leur permettre de saisir les interactions entre la population et le développement économique et social;
- iv) Initier les étudiants à l'utilisation des instruments de la recherche démographique.

38. Le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique continue à assurer pleinement la responsabilité de la gestion des deux instituts, responsabilité qu'il a assumée durant la période 1980-1981, conformément aux dispositions de la résolution 32/179 de l'Assemblée générale. Les statuts amendés pour les deux instituts ont été approuvés par la huitième réunion de la Conférence des ministres qui s'est tenue à Tripoli en avril 1982 et par la décision 37/444 du 21 décembre 1982 de l'Assemblée générale des Nations Unies. Les statuts prévoient la régionalisation des deux instituts. Cette régionalisation est actuellement en voie de réalisation.

#### 4.2 Centre de formation

39. A l'IFORD, la principale activité de formation continue à être un cours de deux ans aboutissant au diplôme d'études démographiques, alors que le RIPS organise un cours d'une année, sanctionné par un General Diploma in Demography (Diplôme d'études démographiques), suivi d'une autre année d'études à l'issue de laquelle les étudiants obtiennent une maîtrise d'études démographiques.

40. Entre 1973 et 1983, l'IFORD a reçu 148 étudiants. Sur ce chiffre 133 ont suivi avec succès le cours de deux ans. Durant la période 1972-1982, le RIPS a accueilli 276 étudiants dans un cours aboutissant au diplôme général. Sur ce chiffre, 201 ont achevé avec succès le cours d'une année menant au diplôme. Durant la même période, 81 des diplômés ont été admis à suivre le cours menant à la maîtrise. Sur ce chiffre, 33 ont obtenu la maîtrise, cinq thèses ont été soutenues sous réserve de révision, neuf ont été soumises et 24 sont en cours de préparation.

41. Au cours des quatre prochaines années, l'IFORD compte admettre 20 étudiants par an, soit une moyenne de moins d'un étudiant par an provenant de chacun des 25 pays desservis par l'Institut. Jusqu'ici, l'Institut a formé des étudiants de 17 de ces pays seulement.

42. Au cours des quatre prochaines années, le RIPS compte admettre 30 étudiants par an à suivre le cours préparant au diplôme général et environ 10 étudiants par an au cours préparant à la maîtrise. Des dispositions ont toutefois été prises pour transformer le diplôme universitaire d'études démographiques en maîtrise d'études démographiques et la maîtrise en doctorat. Le RIPS a également accueilli des étudiants venant de tous les 19 pays d'Afrique anglophone.

### 4.3 Autres activités

43. L'IFORD organise chaque année un stage de formation destiné à initier les étudiants à la recherche. Ces étudiants sont habituellement des diplômés du cours de deux ans préparant au diplôme de l'IFORD. Le stage de formation dure une année et les étudiants effectuent individuellement des travaux de recherche sous la direction de démographes plus expérimentés. Depuis 1976-1977, trois démographes en moyenne ont suivi chaque année ce stage de formation.
44. L'IFORD organise aussi, au niveau national, des cours de formation de niveau moyen de courte durée, six semaines environ, sur la démographie et les statistiques sociales. Il organise en outre des stages de formation d'environ quatre semaines basés sur un thème particulier intéressant les démographes qui travaillent dans les pays africains. Ces stages peuvent être considérés comme des cours de recyclage qui donnent aussi aux démographes l'occasion de présenter les résultats des recherches auxquelles ils se livrent. Le premier stage de formation de ce genre a été organisé à l'IFORD en juillet 1981 et le second en novembre 1982 à Bordeaux (France).
45. Pour finir, depuis janvier 1979, l'IFORD publie un bulletin triannuel qui diffuse des renseignements sur la recherche démographique et les activités connexes menées dans la région.
46. En plus de son programme habituel de formation, le RIPS a concouru à l'organisation de programmes de formation spécialisés à l'intention du personnel de niveau moyen dans les pays qu'il dessert. On espère que deux cours de formation de personnel de niveau moyen ou inférieur seront organisés chaque année dans les pays. Il est également prévu d'offrir chaque année deux cours à l'intention des experts en matière de population qui travaillent dans les domaines spécialisés de la population. L'un de ces cours, organisé en juillet 1983, avait pour thème la mortalité.
47. Le RIPS a joué également un rôle très actif dans le domaine de la documentation et de la diffusion des informations. Il publie trois bulletins et une revue reproduisant des condensés. Les trois bulletins donnent des informations sur les travaux de l'Institut, sur les travaux en cours dans le domaine de la population en Afrique et sur l'évolution du Population Information and Documentation System for Africa (PIDSA). "PIDSA abstracts", revue semestrielle reproduisant des condensés, est également publiée.
48. Le RIPS a également été en mesure de fournir des services consultatifs à au moins six gouvernements africains ainsi qu'à certaines organisations internationales telles que l'Organisation mondiale de la santé et le Fonds des Nations Unies pour les activités dans le domaine de la population.

#### 4.4 Problèmes rencontrés

49. L'IFORD a connu des difficultés au niveau du développement de ses activités de recherche. Cette situation est imputable à la priorité accordée à la formation et au manque de ressources consacrées à la recherche. Jusqu'à présent, le manque de machines de traitement des données a également entravé la recherche à l'IFORD. Ce problème va être bientôt réglé. L'Institut a besoin d'un volume de ressources financières plus important ainsi que de personnel pour entreprendre les travaux de recherche. Dans les prochaines années, les travaux de recherche de l'IFORD seront concentrés sur le traitement et l'analyse des données recueillies à partir des enquêtes urbaines sur la mortalité infantile effectuées dans cinq villes africaines.

50. L'IFORD a également connu des problèmes de gestion administrative et financière. On espère que la nomination d'un chef compétent pour les services administratifs et financiers contribuera à améliorer la situation.

51. Au RIPS, le personnel enseignant et les étudiants ont été confrontés à la situation économique et difficile qui sévit dans le pays d'accueil. Le manque de machines de traitement des données a entravé les activités de formation et de recherche de l'Institut. L'Institut a également besoin de ressources financières et d'effectifs plus importants pour s'acquitter de ses responsabilités dans le domaine de l'enseignement, de la recherche, de la publication, des services consultatifs et de la diffusion des informations.

#### 4.5 Perspectives

52. Concernant l'avenir, les Instituts envisagent de poursuivre leurs activités de formation et de recherche. Les pays africains ont toujours un besoin énorme de personnel spécialisé dans les questions de population. Les Instituts vont être régionalisés et l'on espère que les gouvernements contribueront financièrement au fonctionnement des instituts. Toutefois, les perspectives ne semblent pas très encourageantes. En ce qui concerne l'IFORD, six seulement des 25 pays qu'il dessert ont versé une contribution au budget des Instituts pour les années 1982-1983. Au RIPS, le processus de régionalisation a été même plus lent et le nouveau Conseil des gouverneurs élargi ne s'est pas encore réuni. Il doit se réunir au début de 1984. Outre ces difficultés, le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, (FNUAP) principale source de financement des instituts, a décidé de réduire d'environ 19 p. 100 en 1984 par rapport à 1983 le montant de son financement. Cela va poser des problèmes considérables pour le fonctionnement des Instituts. Par suite de la réduction des ressources fournies par le FNUAP et du faible niveau des ressources versées par les pays africains, les Instituts se sont trouvés dans une situation financière de plus en plus précaire. On espère que des solutions seront apportées à ce problème de manière à ne pas compromettre à l'avenir le fonctionnement efficace des Instituts.

## V. Conclusions

53. Le principe de coopération et d'autonomie collective, que les Etats africains ont adopté, reconnaît, en ce qui concerne la formation et l'utilisation des ressources humaines, que les pays africains doivent tout d'abord s'aider eux-mêmes, individuellement et collectivement, dans les efforts qu'ils font pour survivre et progresser. Ces objectifs pourraient être atteints non seulement grâce à l'appui solide et résolu que les gouvernements africains donnent directement et indirectement, à la formation de spécialistes, entre autres, dans les domaines de la planification, de la statistique et de la démographie. Les contributions et le soutien apportés par les gouvernements africains aux institutions panafricaines responsables de l'enseignement et de la recherche dans ces domaines représentent non seulement un devoir national mais aussi un investissement extrêmement rentable pour le continent africain. Les gouvernements africains devraient accorder l'attention voulue à la formation du personnel de niveau moyen qui forme l'armature des bureaux responsables de la planification, de la statistique et de la démographie. Le nombre de personnes à former à ce niveau est tel qu'il conviendrait de créer de nouveaux centres de formation ou d'élargir les centres existants, chaque fois que possible sur une base nationale, pour faire face à la demande.

54. L'appui international apporté au développement des ressources humaines est également accueilli avec satisfaction comme complétant l'effort d'autonomie africaine. Cette assistance devrait être jugée et considérée comme renforçant les efforts que les Etats africains doivent accomplir en matière de développement des ressources humaines nationales, régionales et multinationales pour favoriser le développement et le progrès. Dans cet effort, la collaboration continue et active de tous les organismes internationaux faisant partie du système des Nations Unies et des autres organismes internationaux, intergouvernementaux et non gouvernementaux devrait être efficacement mobilisée pour appuyer l'effort national, sous-régional et régional que nécessitent la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines dans les domaines de la planification, de la statistique et de la démographie.